

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201080]

**7 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'emploi de travailleurs handicapés dans les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale et les associations de services publics**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, en son article 3, 8°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 fixant le nombre de personnes handicapées que les centres publics d'aide sociale doivent occuper;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'emploi des travailleurs handicapés dans les provinces, les communes et les associations de communes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 avril 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2012;

Vu l'avis de la Commission wallonne des personnes handicapées, donné le 12 mai 2011;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées, donné le 26 mai 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 31 mai 2011;

Vu l'avis du Comité des services publics wallons, des services provinciaux et locaux, établi le 5 décembre 2011;

Vu l'avis 51.575/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président, de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances et du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° association de services publics : toute association constituée au moins pour moitié de provinces, communes ou centres publics d'action sociale;

2° Administrations publiques : les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale et les associations de services publics;

3° l'AWIPH : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

4° l'Office : « la Dienststelle für Personen mit Behinderung » de la Communauté germanophone;

5° le Service : le Service « Personne handicapée Autonomie recherchée », Phare, de la Commission communautaire française de la Région bruxelloise;

6° entreprise de travail adapté : entreprise agréée et subventionnée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées;

7° travailleur handicapé : personne remplissant une des conditions précisées à l'article 4.

**Art. 3.** Les Administrations publiques emploient un nombre de travailleurs handicapés fixé à 2,5 pour cent de leur effectif au 31 décembre de l'année précédente. La déclaration à l'Office national de Sécurité sociale des administrations provinciales et locales tient lieu de preuve de cet effectif.

Cette disposition ne s'applique pas si le nombre d'emplois qui doivent être occupés par des travailleurs handicapés sur cette base n'atteint pas un demi équivalent temps plein.

Il n'y a pas lieu de prendre en considération les emplois réservés au personnel des services d'incendie, médical et soignant ni les travailleurs engagés sur la base de l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les travailleurs handicapés doivent remplir au moins une des conditions suivantes :

1° avoir été admis au bénéfice des dispositions de l'AWIPH, de l'Office ou du Service avoir été admis au bénéfice des dispositions d'une ou plusieurs « Bijzondere Tewerkstellings Ondersteunde Maatregelen, BTOM », octroyées par le « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling, VDAB », prouvé par une attestation ou décision d'un de ces organismes;

2° avoir été victime d'un accident du travail, prouvé par une attestation délivrée par le Fonds des accidents du travail ou par l'Administration de l'expertise médicale (Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, service de la médecine du travail) certifiant une incapacité d'au moins 30 pour cent;

3° avoir été victime d'une maladie professionnelle, prouvé par une attestation délivrée par le Fonds des maladies professionnelles ou par l'Administration de l'expertise médicale certifiant une incapacité d'au moins 30 pour cent;

4° avoir été victime d'un accident de droit commun, prouvé par une copie du jugement ou de l'arrêt délivré par le greffe du tribunal ou de la cour certifiant que le handicap ou l'incapacité est d'au moins 30 pourcent;

5° avoir été victime d'un accident domestique, prouvé une copie de la décision de l'organe assureur certifiant que l'incapacité permanente est d'au moins 30 %;

6° être dans les conditions médicales pour bénéficier, ou bénéficier effectivement d'une allocation de remplacement de revenu ou d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, prouvé par une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale;

7° avoir été déclaré définitivement inapte à l'exercice de ses activités habituelles mais apte à certaines fonctions spécifiques désignées par l'Administration de l'expertise médicale, par le service interne de prévention et de protection, mis en place conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, ou par le service externe de prévention et de protection auquel l'administration publique est affiliée, conformément à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

8° avoir été déclaré inapte à l'exercice de leurs activités habituelles par l'Administration de l'expertise médicale, par le service interne de prévention et de protection, ou par le service externe de prévention et de protection auquel leur employeur précédent était affilié, mais aptes à certaines fonctions désignées par l'Administration de l'expertise médicale par le service interne de prévention et de protection, ou par le service externe de prévention et de protection auquel celle-ci est affiliée;

9° avoir bénéficié d'un aménagement raisonnable des conditions de travail, accordé par l'employeur en raison d'un handicap en exécution de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination et au décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

§ 2. Les Administrations publiques informent les membres de leur personnel de l'obligation fixée à l'article 3, ainsi que des dispositions dont les travailleurs handicapés peuvent bénéficier, notamment en termes d'aménagements raisonnables des conditions de travail.

Elles les invitent si nécessaire à les informer de leur reconnaissance dans le cadre d'une des conditions énumérées au § 1<sup>er</sup>. Elles garantissent la confidentialité des informations récoltées.

**Art. 5.** Les procédures de recrutement et d'accèsion à un grade ou à un niveau supérieur sont, sur demande des candidats inscrits, adaptées aux contraintes liées à leur handicap.

L'information concernant les possibilités d'adaptation des procédures visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> est diffusée, d'initiative ou sur demande, dans un format accessible en termes de lisibilité et de compréhension aux travailleurs handicapés. Elle indique la possibilité pour les candidats de solliciter une adaptation des examens et procédures.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** La passation de contrats de travaux, de fournitures et de services avec les entreprises de travail adapté est équivalente à l'obligation d'emploi visée à l'article 3, selon les principes suivants :

1° le nombre de travailleurs handicapés, exprimé en équivalents temps plein, est obtenu en divisant le montant consacré aux travaux, fournitures et services par la rémunération annuelle accordée à un agent occupé à temps plein bénéficiaire de l'échelle D4 d'employé d'administration avec dix ans d'ancienneté, 100 pour cent, indice 138.01;

2° le nombre de travailleurs handicapés pris en considération selon les dispositions du 1° est limité à la moitié du nombre de travailleurs déterminé conformément à l'article 3.

§ 2. Les investissements financiers consentis en faveur des entreprises de travail adaptés par les Administrations publiques en qualité de Pouvoir organisateur équivalent à l'obligation d'emploi visée à l'article 3, selon les principes suivants :

1° le nombre de travailleurs handicapés, exprimé en équivalents temps plein, est obtenu en divisant le montant des investissements divisé par le nombre d'années prévues pour leur amortissement, par la rémunération annuelle d'un agent occupé à temps plein bénéficiaire de l'échelle D4 d'employé d'administration avec dix ans d'ancienneté 100 pour cent, indice 138.01;

2° le nombre de travailleurs handicapés pris en considération selon les dispositions du 1° est limité à la moitié du nombre de travailleurs déterminé conformément à l'article 3.

**Art. 7.** Les Administrations publiques établissent tous les deux ans, pour le 31 mars au plus tard, en collaboration avec l'AWIPH, un rapport relatif à l'emploi des travailleurs handicapés au 31 décembre de l'année précédente.

Ce rapport est communiqué au conseil communal, au conseil de l'action sociale ou au conseil provincial, ou à l'ensemble des conseils concernés par une association de services publics.

Sur la base de ce rapport l'AWIPH établit un rapport global pour le 30 juin et le communique aux Ministres ayant les Affaires intérieures et l'Action sociale dans leurs attributions, qui en informent le Gouvernement.

Ce rapport est ensuite transmis par le Gouvernement au Conseil supérieur des Villes et Communes et à la Commission wallonne des personnes handicapées qui sont invités à formuler des recommandations pour l'intégration professionnelle des travailleurs handicapés dans les Administrations publiques.

Ce rapport est ensuite publié sur le site Internet de l'AWIPH.

**Art. 8.** Il est créé, auprès du Ministre qui a l'intégration des personnes handicapées dans ses attributions, une Commission d'accompagnement composée d'un représentant :

1° du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie;

2° de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

3° de la Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

4° de l'Association des Provinces wallonnes;

5° de l'AWIPH;

6° de la Commission wallonne des personnes handicapées;

7° de chacune des organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

8° du Ministre des Pouvoirs locaux;

9° du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme.

La Commission d'accompagnement est chargée de remettre au Gouvernement, dans les six mois qui suivent la production du rapport global établi par l'AWIPH, un rapport portant sur la mise en œuvre du présent arrêté. Elle est habilitée à demander toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle formule toute recommandation utile à l'amélioration de la politique de recrutement et d'emploi de travailleurs handicapés.

**Art. 9.** L'article 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2007 visant à promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées sur le marché de l'emploi est complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit : « Toutefois pour permettre aux employeurs de droit public de satisfaire à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés prévue à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2013 relatif à l'emploi de travailleurs handicapés dans les provinces, les communes, les centres publics d'action sociale et les associations de services publics, l'aménagement du poste de travail en vue de recruter ou de maintenir à l'emploi un travailleur handicapé est autorisé. Ces employeurs publics demeurent par ailleurs tenus au respect des autres dispositions légales, décrétales et réglementaires qui leur incombent, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de cet article . »

**Art. 10.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'emploi de travailleurs handicapés dans les provinces, communes et associations de communes;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 fixant le nombre de personnes handicapées que les centres publics d'aide sociale doivent occuper.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Le Ministre qui a l'Intégration des Personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 février 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201080]

**7 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de tewerkstelling van gehandicapte werknemers in de provincies, gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn en verenigingen van overheidsdiensten**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding, inzonderheid op artikel 3, 8°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van het aantal gehandicapte personen die de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in dienst dienen te hebben;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de tewerkstelling van gehandicapte werknemers in de provincies, gemeente en verenigingen van gemeente;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2009 ter bevordering van de gelijkheid van kansen voor gehandicapte personen op de arbeidsmarkt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 april 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2012;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse Commissie voor gehandicapte personen) gegeven op 12 mei 2011;

Gelet op het advies van het "Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées" (het Beheerscomité van het Waalse Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 26 mei 2011;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 31 maart 2011;

Gelet op het advies van het "Comité des services publics wallons, des services publics provinciaux et locaux" (het Waals Comité C van de plaatselijke en provinciale openbare diensten), uitgebracht op 5 december 2011;

Gelet op het advies 51.575/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juli 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op het voordracht van de Minister-President, van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen en van de Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° vereniging van overheidsdiensten : elke vereniging ten minste voor de helft samengesteld uit provincies, gemeenten of openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° overheidsbesturen : de provincies, de gemeentes, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verenigingen van overheidsdiensten;

3° "AWIPH" : het Waals Agentschap voor de Integratie van gehandicapte Personen;

4° het Ambt : de "Dienststelle für Personen mit Behinderung" van de Duitstalige Gemeenschap;

5° de Dienst : de Dienst "Personne handicapée Autonomie recherchée", Phare (Brusselse Franstalige Dienst voor Mindervaliden, in het kort PHARE), van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Gewest;

6° bedrijf voor aangepast werk : erkend en gesubsidieerd bedrijf krachtens het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van bedrijven voor aangepast werk;

7° gehandicapte werknemer : persoon die voldoet aan één van de voorwaarden bepaald in artikel 4.

**Art. 3.** De overheidsbesturen hebben een aantal gehandicapte werknemers in dienst, dat vastgesteld is op 2,5 procent van hun personeelsbestand op 31 december van het vorige jaar. De aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten geldt als bewijs van dit personeelsbestand.

Deze bepaling is niet van toepassing als het aantal betrekkingen die op die basis door gehandicapte werknemers bekleed moeten worden geen half voltijds equivalent bereikt.

Er bestaat geen aanleiding om de banen die voorbehouden worden aan het personeel van de brandweerdiensten, medisch en verzorgend personeel noch werknemers die aangeworven zijn op basis van artikel 60, § 7 van de organieke wet van de Openbare centra van maatschappelijk welzijn van 8 juli 1976 in overweging te nemen.

**Art. 4.** § 1. Gehandicapte werknemers moeten ten minste aan één van de volgende voorwaarden voldoen :

1° in aanmerking komen voor "AWIPH", van het Ambt of van de Dienst toegelaten zijn. Ten bate van de bepalingen van één of meerdere Bijzondere Tewerkstellings Ondersteunde Maatregelen, BTOM, verleend door de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling, VDAB, bewezen door een attest of door een beslissing van een van deze instellingen;

2° slachtoffer zijn geweest van een arbeidsongeval, bewezen door een attest afgeleverd door het Fonds voor Arbeidsongevallen of door de administratieve gezondheidsdienst (Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid Voedselketen en Leefmilieu, dienst van de arbeidsgeneeskunde), dat een arbeidsongeschiktheid ten minste 30 procent bevestigt;

3° slachtoffer zijn geweest van een beroepsziekte, bewezen door een attest dat door het Fonds voor de beroepsziekten of door de administratieve gezondheidsdienst afgeleverd wordt, dat een arbeidsongeschiktheid van ten minste 30 procent bevestigt;

4° slachtoffer zijn geweest van een ongeval van gemeenrecht, bewezen door een afschrift van het vonnis of van het arrest dat afgegeven is door de griffie van de rechtbank of van het hof waaruit blijkt dat de handicap of de arbeidsongeschiktheid van ten minste 30 procent bedraagt;

5° slachtoffer zijn geweest van een huishoudelijk ongeval, bewezen door een afschrift van de beslissing van het verzekeringsorgaan, dat bewijst dat de blijvende arbeidsongeschiktheid van ten minste 30 procent bedraagt;

6° aan één van de medische voorwaarden voldoen om in aanmerking te komen, of effectief in aanmerking komen voor een inkomensvervangende tegemoetkoming of voor een integratieuitkering krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, bewezen door een attest van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

7° definitief niet meer in staat verklaard zijn voor de uitoefening van zijn gewone werkzaamheden, maar in staat zijn om specifieke functies te vervullen die aangeduid worden door de administratieve gezondheidsdienst, door de interne dienst preventie en bescherming, opgericht overeenkomstig de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, of door de externe dienst preventie en bescherming, waaraan het openbaar bestuur aangesloten is, overeenkomstig de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

8° niet meer in staat verklaard zijn voor de uitoefening van hun gewone werkzaamheden door de administratieve gezondheidsdienst of door de externe dienst preventie en bescherming waarbij de vorige werkgever aangesloten was, maar in staat zijn om sommige functies te vervullen, die aangeduid worden door de administratieve gezondheidsdienst, door de interne dienst preventie en bescherming, of door de externe dienst preventie en bescherming waaraan deze aangesloten is;

9° in aanmerking zijn gekomen voor een redelijke aanpassing van de arbeidsomstandigheden, toegekend door de werkgever wegens een handicap ter uitvoering van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en ter uitvoering van het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

§ 2. De Overheidsbesturen brengen hun personeelsleden op de hoogte van de verplichting bepaald in artikel 3 alsook van de bepalingen waarvoor gehandicapte werknemers in aanmerking kunnen komen, onder andere in termen van redelijke aanpassingen van arbeidsomstandigheden.

Indien nodig nodigen zij ze uit om hen inlichtingen te verstrekken over hun erkenning in het kader van één van de in § 1. opgesomde voorwaarden. Ze verzekeren de vertrouwelijkheid van de verzamelde gegevens.

**Art. 5.** De aanwervingprocedures en procedures voor overgang naar een hogere graad of hoger niveau worden, op aanvraag van de ingeschreven kandidaten, aangepast aan de belemmeringen die verbonden zijn aan hun handicap.

De inlichtingen wat betreft de mogelijkheden van procedureaanpassingen bedoeld in het eerste lid worden op eigen initiatief of op verzoek verspreid, in een toegankelijk formaat voor gehandicapte werknemers in termen van leesbaarheid en verstaanbaarheid. Zij lichten de kandidaten in over de mogelijkheid om te solliciteren voor een aanpassing van de examens en procedures.

**Art. 6.** § 1. De gunning van contracten voor aanneming van werken, leveringen en diensten met de bedrijven voor aangepast werk is gelijkwaardig aan de in artikel 3 bedoelde tewerkstellingverplichting volgens de volgende beginselen :

1° het aantal gehandicapte werknemers, uitgedrukt in voltijds equivalenten en gelijkwaardig aan de gunning van contracten, wordt gekregen door de prijs van de werken, leveringen en diensten die vermeld wordt in het contract, te delen door de jaarlijkse bezoldiging van een personeelslid dat voltijds werkt en dat loonschaal D4 van administratief bediende met tien jaar anciënniteit (100 % indexcijfer 138.01) geniet;

2° het aantal gehandicapte werknemers die in overweging worden genomen overeenkomstig de bepalingen van 1° wordt begrensd tot de helft van het aantal werknemers bepaald overeenkomstig artikel 3.

§ 2. De financiële investeringen ten gunste van de bedrijven voor aangepast werk toegekend door de Overheidsdiensten als Inrichtende Macht gelijkwaardig aan de tewerkstellingverplichting bedoeld in artikel 3 volgens de volgende beginselen :

1° het aantal gehandicapte werknemers, uitgedrukt in voltijds equivalenten, wordt gekregen door het bedrag van de investeringen, gedeeld door het aantal nodige jaren voor hun aflossing, te delen door de jaarlijkse bezoldiging van een personeelslid dat voltijds werkt en dat loonschaal D4 van administratief bediende met tien jaar anciënniteit (100 % indexcijfer 138.01) geniet.

2° het aantal gehandicapte werknemers die in overweging worden genomen overeenkomstig de bepalingen van 1° wordt begrensd tot de helft van het aantal werknemers bepaald overeenkomstig artikel 3.

**Art. 7.** Om de twee jaar stellen de Overheidsbesturen, in samenwerking met het "AWIPH" uiterlijk voor 31 maart een verslag over de tewerkstelling van de gehandicapte werknemers op 31 december van het vorige jaar op.

Dit verslag wordt overgedragen aan de gemeenteraad, aan de raad voor maatschappelijk welzijn of aan de provincieraad, of aan alle raden betrokken bij een vereniging van overheidsdiensten.

Op basis van dit verslag stelt het "AWIPH" voor 30 juni een globaal rapport op en draagt het over aan de Ministers die Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie onder hun bevoegdheden hebben, die de Regering daaromtrent inlichten.

Dit verslag wordt daarna door de Regering aan de "Conseil supérieur des Villes et Communes" (Hoge Raad van Steden en Gemeenten) en aan de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse Commissie voor gehandicapte personen) overhandigd, die verzocht worden om aanbevelingen te formuleren voor de maatschappelijke integratie in het arbeidsproces van gehandicapte werknemers in de Overheidsbesturen.

Dit verslag wordt vervolgens op de website van het AWIPH gepubliceerd.

**Art. 8.** Bij de Minister die bevoegd is voor de integratie van gehandicapte personen wordt er een Begeleidingscommissie opgericht, die bestaat uit een vertegenwoordiger :

1° van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Wallonie" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van Wallonië);

2° van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (de Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië);

3° van de "Fédération des C.P.A.S. de l'Union des Villes et Communes de Wallonie" (Federatie van de O.C.M.W.'s van de Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië);

4° van de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies);

5° van het "AWIPH";

6° van de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse Commissie van gehandicapte personen);

7° van elke representatieve vakbondsorganisatie in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

8° van de Minister van Plaatselijke Besturen;

9° van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding.

De Begeleidingscommissie is ermee belast de Regering binnen de zes maanden na het opstellen van het globaal rapport van de AWIPH een verslag te overhandigen betreffende de uitvoering van dit besluit. Deze commissie is gemachtigd om alle inlichtingen die nodig zijn voor het volbrengen van haar opdracht te vorderen. Ze formuleert alle aanbevelingen die ze nuttig acht voor de verbetering van het aanwervingsbeleid en van het beleid inzake arbeidsbemiddeling van gehandicapte werknemers.

**Art. 9.** Artikel 56 van het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2007 ter bevordering van de gelijkheid van kansen voor gehandicapte personen op de arbeidsmarkt wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt : "Om de werkgevers van gemeenrecht toe te staan om de verplichting na te komen om gehandicapte werknemers tewerk te stellen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2013 betreffende de arbeidsbemiddeling van gehandicapte werknemers in de provincies, gemeentes, O.C.M.W.'s en in de verenigingen van overheidsdiensten, wordt de aanpassing van de betrekking met het oog op het aanwerven of het in dienst houden van een gehandicapte werknemer toegelaten. Bovendien worden deze openbare werkgevers ertoe gehouden andere bepalingen die hen worden opgelegd bij wet, decreet en reglement, overeenkomstig met het eerste lid, 4° van dit artikel na te leven."

**Art. 10.** Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de arbeid van gehandicapte werknemers in de provincies, gemeentes en verenigingen van gemeentes;

2° het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van het aantal gehandicapte personen die de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in dienst dienen te hebben;

**Art.11.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 12.** De Minister bevoegd voor de Integratie van Gehandicapte Personen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 februari 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE  
ET AUTORITE FLAMANDE

[2013/201009]

24 JANVIER 2013. — Ordres nationaux

L'arrêté royal du 24 janvier 2013 dispose ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold II :

HUYS, François, prise de rang "De Jonge Leerlingen Hemiksem" (Prise de rang : 15/11/2009).

**Art. 2.** Il prend rang dans l'Ordre à la date indiquée en regard de son nom.

**Art. 3.** Le Ministre des Affaires étrangères, ayant la gestion de l'Ordre dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER  
EN VLAAMSE OVERHEID

[2013/201009]

24 JANUARI 2013. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 24 januari 2013 wordt het volgende bepaald :

**Artikel 1.** Wordt benoemd tot Ridder in Orde van Leopold II :

HUYS, François, voorzitter "De Jonge Leerlingen Hemiksem" (Rang-inneming : 15/11/2009).

**Art. 2.** Hij neemt zijn rang in de Orde in op de datum vermeld tegenover zijn naam.

**Art. 3.** De Minister van Buitenlandse Zaken, tot wiens bevoegdheid het beheer van de Orde behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.